

Annexe 2. Les indicateurs possibles*

Nous présentons ici, à partir des entrées retenues dans cette étude, une réflexion sur les indicateurs existants et ceux qui pourraient y être ajoutés afin de saisir les évolutions de la région du lac Tchad sur un pas de temps annuel. Les pistes proposées consistent parfois à collecter et gérer (organiser, analyser, diffuser) des données existantes, parfois à les créer, si elles n'existent pas. Les principaux indicateurs sont résumés dans le tableau 2 à la fin de l'annexe.

1. Sécurité et gouvernance

1.1. L'évolution de la violence

Sachant que les possibilités de reconstruction des régions riveraines du lac Tchad dépendent d'abord et avant tout de l'évolution de la situation sécuritaire, il convient de réfléchir à des indicateurs de suivi. Les principaux centres de polémologie sont d'accord sur le fait que le nombre de morts résultant directement de conflits armés est le seul indicateur qui puisse raisonnablement permettre d'entreprendre des comparaisons pour dégager des tendances sur la violence d'un pays, d'une région et d'une période à l'autre. En effet, la violence est multiforme et ses manifestations non létales sont trop diverses pour établir des catégories reconnues universellement. Interpol, par exemple, a dû renoncer à publier des tableaux comparatifs des taux de criminalité dans le monde car la définition d'un acte criminel varie énormément d'un pays à l'autre : au Nigeria, l'adultère avec une femme mariée peut ainsi entraîner une condamnation à mort au nom de la charia, dans le nord, et une simple réprimande de la part d'un clerc religieux, dans le sud. Les pratiques des compagnies de sécurité privée, qui se focalisent généralement sur le nombre d'attaques, sont tout aussi confuses car elles reviennent à mettre sur le même plan des incidents létaux ou non.

Les spécialistes du *Stockholm International Peace Research Institute* (SIPRI) ou de *Every Casualty Worldwide* (ECW) se concentrent donc sur la surmortalité due aux conflits pour dégager des tendances. Sans prétendre à l'exhaustivité, leurs bases de données reposent sur un système dit de « surveillance

.....
* L'annexe 2 a été rédigée par l'ensemble de l'équipe.

passive » qui consiste à enregistrer, archiver et coder des incidents qui, pour la plupart, sont rapportés dans les médias et des sources ouvertes. Une telle méthodologie se distingue des enquêtes de victimisation ou des sondages sur l'insécurité, qui proposent une photo de la situation à un moment donné, mais ne permettent pas de suivre des tendances. Outre les habituels problèmes de représentativité des échantillons, les enquêtes de perceptions, en particulier, donnent parfois des résultats complètement différents de la réalité objective, par exemple en France où prévaut le sentiment d'une augmentation de la violence criminelle alors que les taux d'homicides ne cessent de diminuer d'une décennie à l'autre. Les températures ressenties, on le sait, peuvent jouer artificiellement à la hausse ou à la baisse en fonction du vent ou de la pluie. Dans les régions riveraines du lac Tchad, des entretiens qualitatifs pourraient ainsi révéler une sensibilisation plus forte aux conflits fonciers. Mais pour confirmer une tendance à la hausse, il faudrait disposer d'une définition et d'un décompte précis des affrontements létaux effectivement liés à la compétition pour le contrôle de la terre.

En l'absence de statistiques policières et militaires, il importe donc de développer des systèmes de « surveillance passive » dans les quatre pays de la zone. Un tel outil existe déjà avec la base de données www.nigeriawatch.org à l'Université d'Ibadan, qui est gérée par l'IFRA. À la différence du *Armed Conflict Location and Event Data Project* (ACLED), qui produit seulement des statistiques agrégées, le projet *Nigeriawatch* suit les standards de la charte d'ECW et publie ses sources pour chaque donnée afin de permettre leur vérification au cas par cas, un principe de base de la science. Actualisé en permanence par des chercheurs nigériens et non suédois ou britanniques, il dispose en outre d'informations plus complètes et plus anciennes sur le Nigeria. Une extension du projet au Cameroun serait parfaitement envisageable grâce à la couverture médiatique d'un journal très actif dans le nord, à savoir *l'Œil du Sabel*. Dans le cas du Niger et du Tchad, une étude de faisabilité serait nécessaire car les rapports des organisations humanitaires ne sont pas assez pérennes pour permettre de dégager des tendances. Bien entendu, les statistiques ainsi produites devraient ensuite donner lieu à une analyse qualitative. Le *Centre for Peace and Security Studies* à l'université de Yola (*Modibbo Adama University of Technology*) et le Centre d'étude et de recherche pour la paix, la sécurité et l'intégration à l'université de Maroua sont bien placés pour le faire. Ils pourraient également compléter le dispositif par des études sur l'accès à la justice et le fonctionnement des tribunaux.

1.2. La gouvernance locale

Les opérateurs du développement suivent généralement l'évolution des contextes politiques de leurs interventions avec des rapports de situation sur une base hebdomadaire, mensuelle ou trimestrielle. Mais cette veille stratégique pourrait

être complétée en valorisant et en archivant sur un site Internet les monographies et les études disponibles, qu'il s'agisse des enquêtes de *Chatham House*, de *Transparency International*, de DFID ou de USAID sur la corruption ou la justice au Nigeria, ou encore des sondages de l'Union africaine sur la perception de la gouvernance et de la sécurité dans les pays francophones. Une combinaison d'analyses qualitatives et quantitatives ne serait pas inutile non plus. Contrairement aux attendus toquevilliens des Occidentaux, il serait ainsi intéressant de se demander dans quelle mesure les élections ont des effets positifs sur la légitimité et le fonctionnement des institutions publiques. L'analyse des médias et des réseaux sociaux en dirait long à cet égard.

À défaut de missions d'observation électorale, il est par ailleurs possible de suivre l'évolution des gouvernances locales à partir de questions simples et fermées auxquelles pourraient répondre les partenaires des universités de Diffa, N'Djamena, Maroua, Yola et Maiduguri, notamment sur :

- les échéances des élections nationales, régionales et locales ;
- la durée effective des mandats des élus ;
- l'identification et la cartographie des niveaux de l'administration territoriale élus ou non ;
- le pourcentage de femmes élues, etc.

1.3. L'économie politique de la zone

Enfin, il importe de suivre l'économie politique de la zone car elle détermine en grande partie le contexte d'intervention des opérateurs du développement. La difficulté est que la région se caractérise par une grande opacité fiscale et budgétaire, avec des édiles qui n'ont guère l'habitude de rendre des comptes. Les partenaires des universités locales pourraient cependant débroussailler le paysage institutionnel sur la base de questions simples et fermées, par exemple pour savoir si les différents niveaux de l'administration territoriale des quatre pays concernés publient ou non des budgets incluant à la fois les montants et la ventilation de leurs ressources et de leurs dépenses. Les données disponibles pourraient être mises en ligne sur un site commun. Le modèle à cet égard est l'excellent travail de BudgetIT (yourbudgetit.com), une initiative nigériane qui vise non seulement à informer mais aussi à éduquer le public sur ses droits en matière de transparence budgétaire, ceci en vertu d'une loi signée en 2011, le *Freedom of Information Act*. Dans la zone d'étude, il serait également intéressant de recueillir et compiler les rapports d'évaluation des différents projets de développement financés par des opérateurs internationaux, nationaux et locaux. Un tel travail serait une première mondiale car il n'a jamais abouti dans les autres régions en crise, faute de standardisation des procédures et de volonté politique de la part des bailleurs de fonds.

2. Climat et environnement

Le débit du Chari à l'échelle de N'Djaména TP (Travaux publics) est un indicateur global de la pluie totale annuelle sur le bassin (au pic de crue ou débit annuel). Cette donnée pourrait être doublée par une échelle côté Cameroun en face de l'échelle tchadienne pour sécuriser la récolte des données. Bien que le seul total annuel de pluie ne prenne pas en compte la répartition des pluies au cours de la saison, facteur important de productivité, il fournit une bonne approximation de l'ensemble des récoltes, et permet de prévenir, fin octobre, les populations du lac de l'importance de la crue lacustre à venir entre décembre (cuvette sud) et mars (cuvette nord). Le développement du réseau téléphonique contribue notablement à l'extension de ce réseau d'alerte informel.

Les cartes agri-météo d'Agrhymet (prévisions et bilans trimestriels fondés sur des données satellitaires et de terrain) complètent utilement l'indicateur précédent en précisant la répartition de la pluie utile dans le temps et dans l'espace. Elles sont sans doute plus fiables que les statistiques agricoles nationales qui, de plus, arrivent tardivement. Elles servent notamment à la diffusion auprès des agriculteurs du calendrier de semis conseillé en début de campagne.

Les satellites altimétriques fournissent une bonne estimation du niveau de l'eau dans la cuvette sud du lac, mais pas pour la cuvette nord, pour laquelle il n'y a pas eu d'observation directe du niveau de l'eau, depuis 1976. La mise en place d'une ou plusieurs échelles ou enregistreurs de niveau, gérés par les antennes locales des directions nationales des ressources en eau permettrait enfin de baser les discours sur des données observées. De même, les données du niveau de l'El Beïd à Tildé, exutoire du Yaéré, seraient utiles pour évaluer l'inondation de ce système.

Le changement climatique a commencé à se traduire par une augmentation de la température dans différentes parties du globe. Il serait bon d'en connaître plus précisément l'effet dans le bassin tchadien (avec un réseau convenable de stations météorologiques régulièrement suivies), pour ajuster d'éventuelles mesures d'adaptation de l'agriculture ainsi que pour participer à la connaissance du climat dans cette région qui contribue peu aux bases de données alimentant les modèles globaux.

3. Systèmes de production

Pour suivre la production agricole et pastorale à l'échelle locale, les quatre pays de la zone d'étude disposent de systèmes d'alerte de plus ou moins bonne qualité au sein du réseau FEWS NET (*Famine Early Warning Systems Network*). Leurs indicateurs se basent sur les résultats d'enquêtes de terrain géoréférencées. Au Niger, par exemple, ils alimentent les Systèmes d'alerte précoce (SAP) mis en place depuis les sécheresses des années 1970-1980, dans le cadre du Comité

inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS), pour prévenir et gérer les crises alimentaires. Ce système a été éprouvé à plusieurs reprises, notamment lors de la crise alimentaire de 2005 qui a permis d'identifier les failles et d'y remédier. Aujourd'hui, ce système d'alerte précoce représente un modèle et un exemple opérationnel pour l'ensemble des pays sahéliens. Il repose sur un ensemble d'indicateurs compilant observations par satellite et relevés à l'échelle locale pour :

- le suivi de la végétation par satellite est assuré par Agrhymet depuis 1985, pour évaluer la production des pâturages et la production céréalière, afin d'anticiper les crises alimentaires pour les hommes et le bétail. À partir du mois de mai et pendant trois mois, un bulletin décadaire est émis à l'échelle des régions pour diffuser les informations sur :
 - la mise en place de la saison des pluies (relevés pluviométriques),
 - le NDVI (*Normalized Difference Vegetation Index*) qui permet de caractériser le front de végétation en fonction de la progression du front intertropical de convergence (FIT) et estimation de la production de biomasse,
 - l'estimation du bilan fourrager et céréalière.
- le pastoralisme. Chaque région dispose dans la délégation régionale du ministère de l'Élevage d'une équipe formée, encadrée et équipée (GPS, ordinateurs, boussoles, motos), relayée dans chaque département par les agents de l'élevage, qui permettent de rassembler les indicateurs suivants :
 - l'installation de la saison des pluies (arrivée des pluies, établissement du tapis herbacé),
 - l'alimentation des points d'eau de surface (indice qualitatif),
 - la santé animale (poches de maladies),
 - le mouvement des animaux,
 - les termes de l'échange bétail/céréales (d'après les données des systèmes d'information sur les marchés agricoles – SIMA et les marchés à bétail – SIMB).

Ce système d'alerte précoce est intégré dans le dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires (DNP-GCA), en complément de la Cellule crise alimentaire (CCA), de l'Office des produits vivriers du Niger (OPVN), des SIMA et des SIMB. Dans le cadre de la décentralisation et de l'expérience de la gestion de la crise de 2005, des systèmes communautaires d'alerte précoce et de réponse aux urgences (SCAPRU) ont été créés. Ils alimentent les observatoires et sont à la base de l'information qui transite ensuite par les départements et les régions.

Si la présence de l'aide dans la région de Diffa avant les attaques par Boko Haram en 2015 a permis de mesurer l'ampleur de la crise et de répondre rapidement

aux besoins, les données collectées dans le cadre du SAP contribuent aussi à identifier des évolutions profondes sur les systèmes de production :

- le suivi de la biomasse montre l'évolution de la disponibilité des ressources dans un contexte de forte variabilité climatique ;
- le suivi des prix des produits agricoles et du bétail sur les marchés donne des informations sur le rapport entre l'offre et la demande, sur des prix constants qui reflètent une stabilité des niveaux de production, de fortes baisses des prix révélant une surproduction localisée, ou encore de fortes hausses des prix pouvant être liées soit à un déficit de production soit à une forte demande ;
- les termes de l'échange bétail / céréales, s'ils sont en défaveur de l'élevage, indiquent un appauvrissement des éleveurs et, s'ils se prolongent, une décapitalisation possible.

Ces indices produits en routine au Niger sont disponibles auprès des différentes institutions qui les produisent (Agrhymet, SIMA, SIMB, le ministère de l'Élevage). Les informations produites mériteraient d'être analysées indépendamment du dispositif de crise alimentaire, pour détecter des situations de crise de systèmes de production, et donc de groupes sociaux ou de secteurs géographiques.

Si le modèle est connu depuis la fin des années 1980 dans l'ensemble des pays sahéliens, il peine à être appliqué en dehors du Niger. Le Burkina Faso vient de l'adopter récemment, et le Tchad a fait récemment la demande au Niger d'une mission de formation pour relancer leur SAP. Ceux du Nigeria et du Cameroun ne sont pas opérationnels. Au Nigeria, les prix sur les marchés sont relevés dans le cadre du réseau RESIMAO¹⁵³, mais les séries sont complétées au gré des projets, qui prennent en charge la collecte des données. Le Tchad et le Cameroun ne font pas partie de ce réseau. Au Cameroun, les prix sur les marchés sont relevés par les services de l'Agriculture et de l'Élevage au niveau des arrondissements, mais seule une partie est numérisée avec des retards trop importants pour pouvoir être utilisée comme indicateurs de suivi et sans interaction entre les différents échelons (les échelons locaux et intermédiaires ne faisant que remonter les données au niveau central). Au Tchad, les prix sont suivis et diffusés par la radio rurale.

Une mise à niveau de ces systèmes d'information est envisageable, mais cela demandera quelques années d'expérimentation.

Envisager d'autres indicateurs sur les systèmes de production revient à faire des suivis ponctuels sur des sites représentatifs, dans le cadre d'un dispositif pensé à l'échelle régionale.

.....

153 Réseau qui regroupe 15 pays d'Afrique de l'Ouest, voir le site : www.resimao.net

4. Mobilités, migrations

Les données existantes sur les migrations et les mobilités sont marquées par leur manque d'actualisation et leur éparpillement.

Les recensements généraux de la population et de l'habitat (RGPH) permettent généralement de connaître au sein de chaque pays :

- la part des citoyens nés dans d'autres régions (lieu de naissance) ;
- la part des citoyens ayant changé de régions sur un pas de temps plus court (lieu de résidence antérieur) ;
- de déterminer la situation du peuplement à un instant t (lieu de résidence actuel) ;
- de connaître la part d'étrangers et leur origine par régions (évaluation de l'immigration) ;
- de différencier parfois des types de migrants (migration durable ou temporaire)
- et d'en déduire des soldes migratoires par régions.

Toutefois, ces recensements sont :

- nationaux, manquant donc de comparaison régionale ;
- plus ou moins fiables en fonction des pays et des années ;
- établis selon des périodes temporelles variables, selon les États et leurs capacités de productions de données statistiques ;
- difficilement disponibles pour les plus anciens, par manque d'archivage.

Un premier travail permettant la construction d'indicateurs sur les migrations consisterait, par la collecte de l'ensemble des recensements ayant été effectués sur les pays de la région (archives disponibles en bibliothèques), et à partir d'une analyse comparée de ces recensements, à produire une courte synthèse des tendances migratoires à long terme sur la région du lac Tchad (émigration/immigration ; migrations inter-régionales ; urbanisation, évolution de la population rurale). Cette première étape aboutirait à la mise à disposition d'un outil informatique simple de regroupement et d'analyse des données existantes sur les migrations (recensements passés), capable d'intégrer les données des recensements à venir.

D'autres données sur les migrations proviennent des acteurs humanitaires. Elles sont centrées sur les populations déplacées et réfugiées. Le Bureau de coordination des affaires humanitaires (OCHA), le HCR et l'OIM proposent des données généralement systématisées sur les changements résidentiels forcés : nombre de déplacés, de réfugiés, formes d'accueil (ville, sites, camps, etc.),

localisation, etc. Ces données fournissent des ordres de grandeur quantitatifs sur les migrations forcées, mais sont trop peu complétées par des analyses plus qualitatives de la trajectoire des migrants forcés. Des enquêtes multi-situées et bien échantillonnées pourraient permettre de comprendre le devenir des populations déplacées ou réfugiées (dynamiques de retour, trajectoires socioéconomiques, accès aux services). Ces enquêtes pourraient être menées en coordination avec des organisations non gouvernementales produisant des données fines, de bonne qualité et cartographiées sur les déplacés et les réfugiés, comme l'*International Displacement Monitoring Centre et Reach Initiative*. Ces enquêtes pourraient être complétées par un travail d'amélioration de la compilation et du suivi de la littérature grise produite par les ONG, dans l'ensemble vaste, éparpillée, inégale et peu archivée, au sein d'une base de données, en coopération avec OCHA (et ses sites <http://reliefweb.int> et <https://www.humanitarianresponse.info>).

Par ailleurs, certains phénomènes migratoires restent mal connus en dépit de leur importance socioéconomique : les mobilités saisonnières (agricoles et pastorales) et les phénomènes migratoires massifs et inattendus (liés à des crises climatiques, à des découvertes de gisements extractifs, etc.). Les mobilités saisonnières pourraient faire l'objet d'une collecte régulière autour de quelques sites échantillonnés (points de passage, zones d'accueil et de départ), permettant d'analyser les dynamiques productives. Quant aux phénomènes migratoires et inattendus, ils pourraient faire l'objet d'enquêtes ponctuelles et réactives sur les sites d'arrivée des migrants, afin de comprendre leurs lieux d'origine, leurs mobilités, la durée de leurs migrations, leurs réseaux migratoires et leurs trajectoires socioéconomiques.

5. Échanges marchands, circulations commerciales

Les circulations marchandes sont dans l'ensemble de la région du lac Tchad très peu connues, en dépit de leur importance pour les dynamiques productives et pour l'intégration des territoires.

En dehors des enquêtes qualitatives, le seul outil existant pour tenter de déduire des dynamiques d'échanges marchands est le suivi des prix des produits agricoles et de bétail sur les marchés (suivi national comme au Niger ; dans chaque pays par la FAO à travers des systèmes d'informations sur les prix alimentaires). Cependant, l'évolution des prix est liée à des facteurs extrêmement variés, qui dépassent très largement les seules conditions de l'échange : les questions productives, les situations monétaires, les contraintes politiques. D'autres informations, plus ponctuelles, donnent quelques indications sur les conditions de sécurité dans le transport (carte d'accessibilité des ONG) ou sur les mouvements d'exportation/importation (douanes, données accessibles uniquement localement).

Ainsi apparaît-il nécessaire de créer un dispositif de suivi des circulations marchandes dans la région du lac Tchad, à partir d'un échantillon de sites d'observation, placés sur les voies de circulations et les marchés, pour procéder à :

- des vérifications sur l'évolution des prix ;
- des vérifications sur l'état des routes et l'avancée des projets de réhabilitation ;
- des comptages routiers, fluviaux, lacustres ;
- des comptages des barrages routiers et des prélèvements légaux/illégaux ;
- des évaluations des coûts de transports ;
- des analyses des places marchandes (nombre de véhicules, diversité et origine des produits, etc.).

Ces éléments pourraient être regroupés dans un système d'information géographique sur l'évolution des circulations marchandes dans la région d'étude. Une fois le protocole méthodologique mis en place, les données pourraient être facilement collectées par des correspondants locaux (commerçants, producteurs et transporteurs sélectionnés), chapeautés par des universités. Le dispositif de suivi des circulations marchandes dans la région du lac Tchad permettrait de mieux comprendre les dynamiques économiques entre les territoires, les coûts de transport, l'évolution des filières de production, les hiérarchies des marchés, les dynamiques d'intégration et de segmentation des territoires. Il permettrait également aux acteurs de l'aide internationale de mieux ajuster la nature de leurs interventions (type d'aide, durée, périmètre géographique, etc.) aux situations économiques locales.

6. Santé, éducation et accès aux services

L'accès aux services est un domaine où les données produites par les États et ou les acteurs internationaux sont nombreuses. On distingue globalement des données sophistiquées produites avec des objectifs pointus, dont le poids de la collecte et du traitement ne se prête guère à un suivi régulier, et des données très basiques produites par les appareils statistiques des États, de qualité variable. Leur médiocrité (notamment mais non exclusivement au Nigeria) rend nécessaire une production de données à partir d'un échantillonnage de sites représentatifs. Identifier les données les plus significatives, fiables et simples à collecter constitue donc un défi particulier.

Par exemple, dans le domaine sociosanitaire, les enquêtes démographiques de santé à indicateurs multiples (EDS-MICS) produisent des données fines, d'autant plus utiles qu'elles sont en partie spatialisées : les différences géographique de situation entre la capitale et les autres villes, l'urbain et le rural, et par région,

sont présentées pour de nombreux indicateurs (caractéristiques socioéconomiques générales des ménages enquêtés, fécondité, santé de la reproduction, santé de l'enfant, allaitement, nutrition, paludisme, travail des enfants, violences domestiques, statut de la femme, etc.). De telles études ont été menées en 2011 au Cameroun, en 2012 au Niger, en 2013 au Nigeria et en 2014 au Tchad, avec le soutien de nombreux partenaires comme, dans le cas du Tchad, USAID, UNFPA, Unicef, AFD, la Suisse, la Banque mondiale et le Fonds mondial contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Mais le dispositif d'enquête est à la fois lourd et orienté vers les questions de santé (même s'il fournit, comme mentionné, des informations sociales et démographiques plus larges). Il n'est donc pas possible de l'utiliser pour assurer un suivi régulier (par exemple sur une base annuelle) mesurant l'évolution de l'accès aux services, même dans le champ concerné.

Nous proposons donc ici quelques indicateurs possibles, permettant de mesurer la situation du développement et l'accès aux services dans les quatre pays sur une base annuelle, plus ou moins simple ou sophistiquée :

Les enquêtes SMART (Mesure de la mortalité, du statut nutritionnel et de la sécurité alimentaire en situation de crise) reposent sur une méthodologie élaborée par l'Unicef en réponse à des enjeux et contextes spécifiques¹⁵⁴. Elles pourraient être utilisées comme indicateur de la santé des enfants et de la situation alimentaire dans la région du lac Tchad – en choisissant des sites représentatifs de la diversité des situations régionales. La question qui se pose ici est celle de l'appropriabilité de cette méthode par des équipes locales.

En matière de santé, le nombre de personnel soignant par habitant (médecins, infirmiers et sage-femmes) renseigne sur l'effort de l'État. Il peut être complété par le rayon moyen d'action théorique des centres de santé, qui renseigne sur la distance moyenne pour atteindre des centres de soin de différents niveaux, et donc sur l'exclusion d'une partie plus ou moins importante de la population.

Le taux d'accès à l'eau potable est un indicateur simple qui dit beaucoup sur l'évolution des conditions de vie. Il mesure aussi l'investissement de l'État et de ses partenaires dans le secteur de l'eau ainsi que l'évolution de leurs capacités de mise en œuvre de projets ; il informe à la fois sur la santé et la situation des femmes (à qui l'amélioration de l'alimentation en eau potable dégage du temps pour d'autres activités) et il peut être suivi annuellement à partir des statistiques nationales des ministères de l'Hydraulique ou de l'Eau.

L'accès à l'assainissement est un indicateur qualitatif également très utile pour suivre l'évolution de la qualité de l'habitat et de l'urbanisation ; il existe généralement des données étatiques relativement harmonisées dans ce domaine.

.....

154 https://www.unicef.org/wcaro/overview_5456.html

L'accès à l'énergie n'est pas très facile à manier. L'accès à l'électricité, par exemple, est souvent théorique tant les coupures sont fréquentes du fait de difficultés de gestion et de périodes de tension entre l'offre et la demande. De plus, le lien entre électrification et développement économique n'est pas toujours prouvé.

En matière d'éducation, les indicateurs clé doivent correspondre aux différents niveaux de la pyramide éducative en considérant à chaque fois les différences entre garçons et filles. Pour le primaire, il s'agit par exemple de renseigner les taux brut de scolarisation et le nombre d'élève par enseignant. Dans le secondaire et le supérieur, ces indicateurs pourraient être complétés par d'autres données pour mieux suivre la catégorie des étudiants.

À partir des registres des universités, il doit ainsi être possible de retracer l'évolution des effectifs, mais aussi l'origine sociale et géographique des étudiants, sachant que la distance en dit long sur la capacité des universités et des villes à fournir ou pas un horizon d'ascension sociale aux jeunes ruraux. De même, il serait intéressant de suivre la proportion de boursiers et le nombre de jours de grèves... La collecte, l'organisation et le traitement de ces données pourraient être confiées à des équipes d'enseignants des universités et écoles régionales.

Concernant les services privés, la cartographie de la couverture des réseaux de la téléphonie mobile pourrait être utile pour caractériser l'évolution des situations d'isolement et d'enclavement relatives. Cependant, elle dépend du bon vouloir des opérateurs pour partager leurs données. De plus, aucune entreprise de téléphonie n'opère dans les quatre pays riverains du lac Tchad à la fois. Orange, par exemple, est présente au Niger et au Cameroun mais, à notre connaissance, pas au Nigeria ni au Tchad. Sans données fournies par les opérateurs, l'information pourrait être collectée sur le terrain avec des enquêtes simples à partir de nœuds régionaux comme les marchés hebdomadaires.

Enfin, les données concernant le nombre d'établissements financiers, de banques, de caisses d'épargne et de crédit, la distance théorique d'accès pour les habitants, sont des données utiles pour déterminer l'intégration socioéconomique. Ces données existent probablement (Banque mondiale) mais devraient être analysées à l'échelle de l'espace d'étude.

7. Inégalités, dynamiques culturelles et rapports sociaux

Les données existantes sont rares et difficiles à agréger pour permettre des comparaisons d'un pays à l'autre. Le nombre d'emplois formels, par exemple, est généralement disponible au niveau national mais pas sous régional. Le secteur informel, lui, reste mal évalué. Il est néanmoins possible de recourir aux statistiques disponibles, telle la pyramide des âges pour apprécier l'ampleur des défis qui attendent la jeunesse sur le marché du travail. Le *sex-ratio* aide également à analyser les rapports de genre.

Les données sur les dynamiques culturelles sont importantes pour comprendre les relations entre groupes. Avec une forte progression du hausa dans la zone, les langues utilisées dans le commerce peuvent par exemple révéler une évolution des hiérarchies sociales et communautaires au détriment des minorités linguistiques. Il en va de même des taux de scolarisation, qui déterminent souvent l'accès à la fonction publique et aux institutions d'État. La difficulté ici tient à des cartographies ethniques et linguistiques non actualisées et souvent trompeuses quand elles dessinent des contours figés ; en fait de compartimentage, la réalité est beaucoup plus fluide, en particulier dans des sociétés exogames.

Dans un tel contexte, il importerait de mettre en place des dispositifs de suivi qui, pour certains, se révéleraient très coûteux. Il est cependant possible de développer des indicateurs simples dans les domaines religieux et associatifs :

- le nombre et les types de lieux de cultes recensés dans des localités témoins comme Diffa, Damaturu, Gombe, Marre, Gwoza, Mubi, Bol, Kousseri et Maroua ;
- l'identification et l'analyse des principales orientations de leurs organisations islamiques et chrétiennes ;
- le nombre d'ONG locales opérationnelles recensées à Maiduguri, Damaturu, Gombe, Yola, Garoua, Maroua, Diffa et N'Djamena.

Tableau 2. Récapitulatif des principaux indicateurs proposés

Sécurité

- Localisation et niveaux de violences létales : systèmes de surveillance passive à suivre au Nigeria, à développer dans les pays voisins.
- Accès à la justice : études *ad hoc* à réaliser.

Gouvernance

- Rapports de veille stratégique : à produire sur une base hebdomadaire, mensuelle ou trimestrielle.
- Monographies, études disponibles, évaluations de projets ou de programmes : à compiler, archiver et mettre en ligne.
- Médias et réseaux sociaux : analyse qualitative et quantitative à développer.
- Élections nationales, régionales et locales : identification des entités élues ou non ; suivi des calendriers électoraux, des durées des mandats et du pourcentage de femmes élues ou candidates.
- Transparence budgétaire des administrations territoriales : suivi de l'existant et identification des points noirs.

.../...

.../...

Climat et environnement

- Pluviométrie : débit du Chari à N'Djaména à doubler par une échelle côté Cameroun et des enregistreurs de niveau dans la cuvette nord du lac et à Tildé.
- Cartes agri-météo d'Agrhymet : à suivre.

Systèmes de production

- Prix des produits agricoles et du bétail sur les marchés, biomasse, mouvements des animaux, etc. : systèmes d'alerte précoce à suivre au Niger ; à développer dans les autres pays ou, à défaut, à compléter par des enquêtes ponctuelles.

Mobilités et migrations

- Émigration/immigration, migrations inter-régionales, urbanisation, évolution de la population rurale : synthèse à faire et à mettre en ligne à partir des données issues des recensements.
- Monitoring humanitaire des déplacements forcés : à suivre.
- Mobilités saisonnières agricoles et pastorales : à développer à partir de sites échantillonnés.

Échanges marchands et circulations commerciales

- Évolution des prix, état des routes, coûts de transports : à développer à partir de comptages routiers, fluviaux et lacustres incluant le nombre de véhicules, la diversité et l'origine des produits et des estimations des prélèvements légaux et illégaux.

Santé, éducation et accès aux services

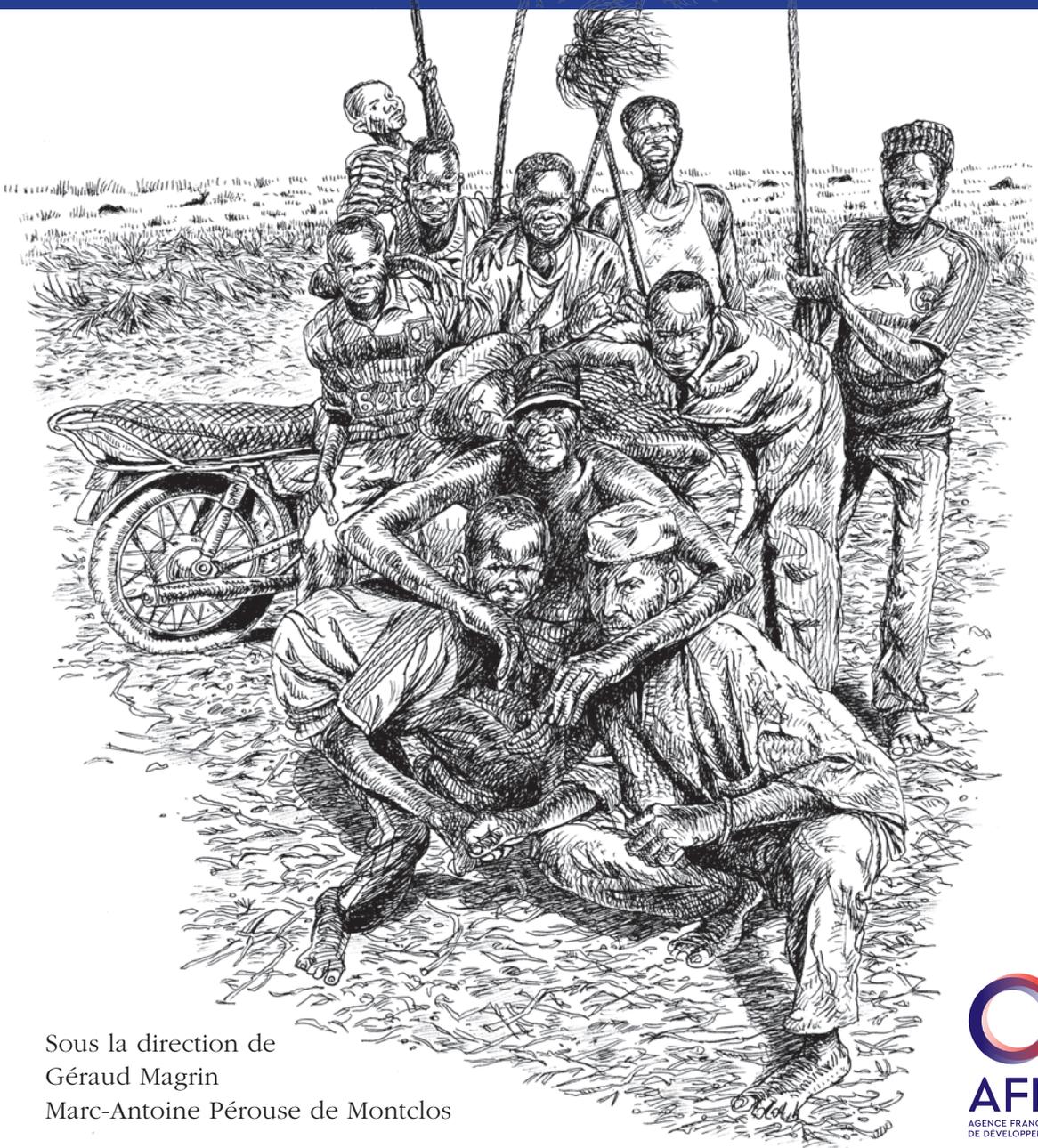
- Enquêtes démographiques de santé, données nutritionnelles et suivis de la sécurité alimentaire par l'Unicef : à exploiter.
- Taux de scolarisation, d'encadrement, etc. : à compléter et à suivre, par exemple au niveau du supérieur.
- Réseaux téléphoniques et bancaires : cartographie à créer.

Inégalités, dynamiques culturelles et rapports sociaux

- Pyramide des âges, *sex-ratio* : à suivre.
- Emploi formel : à compléter en désagrégant les données disponibles à un niveau subrégional.
- Nombre et type de lieux de culte et d'ONG confessionnelles : à cartographier à partir de localités témoins.

Crise et développement

La région du lac Tchad à l'épreuve de Boko Haram



Sous la direction de
Géraud Magrin
Marc-Antoine Pérouse de Montclos

Crise et développement

La région du lac Tchad à l'épreuve de Boko Haram

Sous la direction de :
Géraud Magrin et Marc-Antoine Pérouse de Montclos

Avec les contributions de : Sylvain Aoudou Doua, Emmanuel Chauvin,
Zakinet Dangbet, Goudoum Pierre Don-Donné, Ahmat Hessana, Adam Higazi,
Hadiza Kiari Fougou, Jacques Lemoalle, Géraud Magrin, Abdourahmani
Mahamadou, Kyari Mohammed, Marc-Antoine Pérouse de Montclos,
Christine Raimond, Charline Rangé, Ahmadu Abubakar Tafida,
Abdullahi Liman Tukur et Félix Watang Zieba.

AVERTISSEMENT

Les analyses et conclusions de cet ouvrage sont formulées sous la responsabilité des auteurs du texte et de celui de l'appareil documentaire. Elles ne reflètent pas nécessairement le point de vue de l'AFD ou de ses institutions partenaires.

Retrouvez nos publications sur : <http://editions.afd.fr/>

Directeur de la publication : Rémy Rioux

Directeur de la rédaction : Gaël Giraud

Adaptation de la couverture : Flexedo.

Couverture : Jeunes de différentes origines venus tenter leur chance sur les rives du lac

Dessins : Christian Seignobos

Date de parution : avril 2018

Réalisation : Flexedo, info@flexedo.com

Cartographie : Pauline Gluski

Imprimé par :

Sommaire

Avant-propos	5
Présentation des auteurs	7
Résumé	9
Introduction	13
Partie 1. La région du lac Tchad avant Boko Haram	23
Chapitre 1. Le système régional : environnement, populations et ressources.	25
<i>Ce qu'il faut retenir</i>	25
1. <i>Hydrologie et environnement</i>	25
2. <i>Dynamiques du peuplement et activités</i>	38
3. <i>Les circulations marchandes, moteur du système régional</i>	59
<i>Références bibliographiques</i>	69
Chapitre 2. Développement et gouvernance : un espace fragile.	75
<i>Ce qu'il faut retenir</i>	75
1. <i>Le développement dans la région avant Boko Haram : des périphéries nationales en voie d'intégration (trop) lente ?</i>	75
2. <i>Des États faibles aux modes de gouvernance hybrides</i>	92
3. <i>Sociétés, conflits et insécurités</i>	106
<i>Références bibliographiques</i>	120
Partie 2. Boko Haram et la situation en 2017	127
Chapitre 3. L'émergence de Boko Haram et la diffusion progressive du conflit	129
<i>Ce qu'il faut retenir</i>	129
1. <i>L'évolution et l'extension du conflit : 2003-2017</i>	132
2. <i>Les controverses sur les causes du conflit</i>	142
<i>Références bibliographiques</i>	160

Chapitre 4. La recomposition du système régional	167
<i>Ce qu'il faut retenir</i>	167
1. <i>Hydrologie et environnement</i>	168
2. <i>Les contraintes sur les résidences et les mobilités</i>	171
3. <i>Mobilités et activités rurales : contraintes et incertitudes</i>	177
4. <i>Les circulations : la nouvelle hiérarchie des polarités régionales</i> . . .	185
<i>Références bibliographiques</i>	192
Chapitre 5. Régime humanitaire, tensions sociales et enjeux de développement	195
<i>Ce qu'il faut retenir</i>	195
1. <i>Le constat à l'été 2017 : une juxtaposition de crises</i>	195
2. <i>Les réponses à la crise</i>	202
<i>Références bibliographiques</i>	214
Partie 3. Réflexions prospectives (sur 20 ans)	217
Chapitre 6. Les variables-clés	219
<i>Ce qu'il faut retenir</i>	219
1. <i>Les variables sur lesquelles les politiques publiques n'ont pas ou peu de prise.</i>	219
2. <i>Les variables sur lesquelles les politiques publiques peuvent avoir une prise.</i>	228
<i>Références bibliographiques</i>	240
Chapitre 7. Options de politiques et scénarios	243
<i>Ce qu'il faut retenir</i>	243
1. <i>Les options de politique.</i>	243
2. <i>Les scénarios</i>	251
<i>Références bibliographiques</i>	257
Annexes. Indicateurs et données sentinelles	261
Annexe 1. Les problèmes méthodologiques	263
Annexe 2. Les indicateurs possibles	269
Table des illustrations	283
Liste des sigles et abréviations	287

Avant-propos

Le présent document constitue l'étude de référence réalisée par l'Institut de recherche pour le développement (IRD) sur la région du lac Tchad en réponse aux termes de référence de l'Agence Française de Développement (AFD). Ses principaux résultats sont tirés d'ateliers et de missions de terrain réalisés entre mars et juin 2017. Le texte a été finalisé en octobre 2017.

L'introduction a été rédigée par Géraud Magrin et Marc-Antoine Pérouse de Montclos.

Le chapitre 1 a été rédigé par Emmanuel Chauvin, Charline Rangé, Jacques Lemoalle, Géraud Magrin, Christine Raimond, Sylvain Aoudou Doua, Hadiza Kiari Fougou, Abdourahmani Mahamadou, Ahmadu Abubakar Tafida et Abdullahi Liman Tukur.

Le chapitre 2 a été rédigé par Marc-Antoine Pérouse de Montclos, Géraud Magrin, Emmanuel Chauvin et Charline Rangé.

Le chapitre 3 a été rédigé par Marc-Antoine Pérouse de Montclos.

Le chapitre 4 a été rédigé par Charline Rangé, Emmanuel Chauvin, Christine Raimond, Sylvain Aoudou Doua, Zakinet Dangbet, Adam Higazi, Hadiza Kiari Fougou, Abdourahmani Mahamadou, Kyari Mohammed, Ahmadu Abubakar Tafida, Abdullahi Liman Tukur et Félix Watang Zieba.

Le chapitre 5 a été rédigé par Marc-Antoine Pérouse de Montclos, Géraud Magrin, Charline Rangé, Ahmat Hessana et Goudoum Pierre Don-Donné.

Le chapitre 6 a été rédigé par Géraud Magrin, Marc-Antoine Pérouse de Montclos, Emmanuel Chauvin, Charline Rangé et Christine Raimond.

Le chapitre 7 a été rédigé par Géraud Magrin, Marc-Antoine Pérouse de Montclos et Jacques Lemoalle.

L'annexe 1 a été rédigée par Marc-Antoine Pérouse de Montclos.

L'annexe 2 a été rédigée par l'ensemble de l'équipe.

L'étude a par ailleurs bénéficié de la relecture de deux chercheurs de l'IRD, à savoir Christian Seignobos et Florence Sylvestre. Qu'ils en soient ici remerciés.